



ACCORD UE-MERCOSUR : QUELLES CONSÉQUENCES POUR L'EUROPE ?

Par Hugo SPRING-RAGAIN, Expert des questions économiques du
Millénaire



AVANT-PROPOS

Le Mercosur - ou Marché Commun du Sud - est un bloc commercial d'Amérique du Sud fondé en 1991 par le traité d'Asunción. Il regroupe actuellement cinq pays membres : l'Argentine, le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay et la Bolivie, qui a rejoint l'organisation en 2015 après la signature du traité en 2012, le Venezuela est actuellement suspendu en 2016. Le Mercosur représente une zone économique majeure, avec plus de 260 millions d'habitants et un PIB combiné supérieur à 2 500 milliards de dollars. L'objectif initial du Mercosur était de favoriser l'intégration économique régionale, notamment à travers la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes. L'organisation s'est progressivement élargie, cherchant à étendre son influence au-delà de l'Amérique du Sud, en établissant des partenariats commerciaux avec diverses régions du monde, dont l'Union Européenne. La gouvernance du Mercosur repose sur une série d'institutions visant à faciliter la prise de décision collective et à promouvoir l'intégration des économies des pays membres. Parmi celles-ci, la Présidence et le Conseil du Marché Commun (CMC) occupent une place centrale dans la coordination des politiques économiques et commerciales. Le CMC est composé des ministres des Affaires étrangères et des ministres de l'Économie des pays membres et est responsable de la définition des orientations stratégiques du Mercosur. Les Décisions du CMC sont parfois complétées par des Résolutions, qui concernent les aspects techniques de l'intégration, tels que les réglementations sur les tarifs douaniers, les accords commerciaux et les normes sanitaires. Cependant, la prise de décision au sein du bloc se heurte parfois à des difficultés liées à l'absence d'un système de gouvernance supranationale comparable à celui de l'Union Européenne, limitant la capacité du Mercosur à imposer des changements importants à ses membres, en particulier dans des contextes de divergences politiques internes.

L'accord de libre-échange devant être signé entre le Mercosur et l'Union Européenne constitue une étape clé dans la consolidation des relations économiques entre ces deux régions. Cet accord vise à renforcer les

échanges commerciaux et à faciliter les investissements bilatéraux, tout en réduisant considérablement les barrières tarifaires et non tarifaires. Pour le Mercosur, cet accord représente une opportunité de renforcer ses exportations, notamment dans des secteurs comme l'agriculture, l'industrie automobile et le textile, en bénéficiant d'un accès préférentiel au marché européen. En retour, l'Union Européenne voit dans cet accord une possibilité d'accroître ses exportations industrielles, de services et de technologies vers une région en pleine croissance économique.

Cet accord de libre-échange s'inscrit dans un contexte stratégique pour les deux parties, offrant de nouvelles perspectives de développement économique et d'intégration. Toutefois, il présente également des défis, tant pour les pays du Mercosur, qui devront adapter certains secteurs économiques, que pour l'Union Européenne confrontée à des enjeux politiques et économiques liés à l'ouverture des marchés.

AVANT-PROPOS	2
<i>Genèse et contexte de l'accord</i>	5
Quelles attentes de cet accord pour le Mercosur ?.....	8
Quelles attentes de cet accord pour l'UE ?	9
<i>Les principaux enjeux économiques de l'accord.....</i>	12
Les bénéfices économiques attendus pour le Mercosur	12
Les bénéfices attendus pour l'Union Européenne.....	15
Simulation des impacts économiques de l'accord	17
<i>Les enjeux politiques et géopolitiques</i>	27
L'accord dans le cadre de la stratégie géopolitique de l'UE.....	27
Les tensions politiques internes au Mercosur et leur impact sur l'accord.....	29
La réciprocité et la souveraineté nationale : les défis politiques	30

GENESE ET CONTEXTE DE L'ACCORD

Les négociations concernant l'accord de libre-échange entre le Mercosur et l'Union Européenne s'étendent sur plusieurs décennies, bien que le processus officiel n'ait pris forme qu'à partir des années 1990. Ce projet ambitieux s'inscrit dans un contexte plus large de mondialisation des échanges commerciaux et d'intégration régionale visant à renforcer les liens commerciaux et politiques entre les deux blocs. Les premières étapes de cette longue négociation ont débuté en 1995, lorsque les discussions entre le Mercosur et l'Union Européenne ont pris forme dans le cadre d'un dialogue politique. Toutefois, ces premiers échanges demeuraient encore relativement limités, se concentrant principalement sur des questions politiques et de coopération générale. Ce n'est qu'en 1999 qu'un tournant décisif intervient, lorsque les deux parties publient une déclaration conjointe marquant l'intention de créer une zone de libre-échange, une première étape officielle vers des négociations commerciales plus approfondies.

L'année 2000 marque le début des négociations formelles. À ce moment-là, l'Union Européenne et le Mercosur parviennent à établir un cadre de discussion visant à réduire progressivement les barrières tarifaires et non tarifaires. Cette période se caractérise par une volonté d'approfondir la coopération dans des secteurs clés comme les services, les investissements et les achats publics. Cependant, la dynamique des négociations connaît un coup d'arrêt en 2004, bien que des progrès aient été réalisés jusque-là. Cette année-là, les discussions sur les termes spécifiques de l'accord sont relancées à l'occasion de la Conférence ministérielle de Bruxelles. L'optimisme de cette réunion donne l'impression que l'accord pourrait bientôt aboutir, mais les obstacles à surmonter restent importants. Au cours de la période 2005-2016, les négociations connaissent plusieurs phases de stagnation et de relance. Malgré certains progrès dans les années 2000, les discussions se heurtent à de fortes résistances, notamment de la part de certains pays européens qui s'opposent à l'ouverture des marchés agricoles

sud-américains. La question de la protection des secteurs sensibles, comme l'agriculture, devient un point de friction majeur. En dépit de ces tensions, les négociations sont réactivées à partir de 2010, bien que la crise économique mondiale ralentisse leur avancée. Cependant, lors du sommet du Mercosur en 2012, les dirigeants politiques des pays membres s'engagent à accélérer les négociations, même si elles peinent à franchir des étapes décisives.

La phase finale des négociations débute entre 2016 et 2017, une période marquée par un climat politique et économique plus favorable. Les négociateurs européens et sud-américains reprennent les discussions avec l'objectif clair de parvenir à une conclusion. Les débats se concentrent alors sur des aspects plus techniques tels que les réductions tarifaires, les normes de sécurité alimentaire et la gestion des investissements. Enfin, après plusieurs mois d'intenses négociations, un accord de principe est annoncé le 28 juin 2019, marquant un tournant décisif dans les relations commerciales entre les deux régions. Cet accord vise à créer un vaste marché libre entre le Mercosur et l'Union Européenne, avec des objectifs ambitieux de réduction progressive des tarifs douaniers et une expansion des secteurs couverts, notamment l'agriculture, les services et les investissements. La pandémie de COVID-19, survenue en 2020, a exacerbé les difficultés économiques et géopolitiques des différents blocs, entraînant une suspension temporaire des négociations. Le confinement, la gestion de la crise sanitaire et les priorités économiques internes ont éloigné l'attention des responsables européens et sud-américains de la conclusion de l'accord. Toutefois, en 2023, les négociations ont été relancées, marquées par un changement de contexte. Le monde post-pandémique a vu la reprise des discussions commerciales, avec une attention renouvelée sur les relations commerciales mondiales et la nécessité de diversifier les sources d'approvisionnement, en particulier face à la guerre en Ukraine et à la crise énergétique qui en a découlé. Ce nouvel environnement a poussé l'Union Européenne et le Mercosur à réévaluer l'importance stratégique de leur partenariat, notamment dans le cadre de la concurrence accrue avec d'autres grandes puissances économiques comme la Chine.

Les négociations entre le Mercosur et l'Union Européenne ont été marquées par de nombreux obstacles, chacun des deux blocs ayant des priorités et des exigences spécifiques ainsi que leur calendrier propre. L'un des principaux défis a résidé dans les différences d'intérêts sectoriels, notamment dans le secteur agricole. Le Mercosur, en particulier le Brésil et l'Argentine, souhaitait obtenir un meilleur accès au marché européen pour ses produits agricoles, comme la viande, le sucre, le soja et le cuir. Cependant, l'Union Européenne a montré une réticence considérable à ouvrir son marché agricole en raison de la politique agricole commune (PAC), qui protège fortement les agriculteurs européens. Après de nombreuses discussions, des compromis ont été trouvés. L'UE a accepté d'ouvrir progressivement son marché pour certains produits agricoles du Mercosur, tout en maintenant des quotas d'importation et des protections pour des produits sensibles comme le fromage et le vin. En retour, le Mercosur a accepté de se conformer aux normes européennes strictes en matière de sécurité alimentaire et d'environnement, ce qui a facilité l'acceptation de l'accord par l'UE. Un autre obstacle a été l'inquiétude croissante au sein de l'Union Européenne concernant les impacts environnementaux de l'accord, en particulier la déforestation en Amazonie, qui est souvent liée à l'agriculture et à l'élevage dans certains pays du Mercosur, notamment le Brésil possédant le plus de surface dans la forêt. L'UE a exigé des garanties supplémentaires concernant la protection de l'environnement avec notamment des normes strictes en matière de durabilité. Pour surmonter cet obstacle, des engagements ont été pris par le Mercosur pour renforcer la coopération en matière de durabilité. Des mécanismes de suivi ont été instaurés pour garantir que les pratiques commerciales respectent les normes environnementales. Des clauses spécifiques ont également été insérées pour éviter que l'accord ne favorise la déforestation, tout en soutenant une transition vers une agriculture plus durable.

Les divergences politiques internes au sein du Mercosur ont également représenté un défi de taille. La situation politique au Brésil, notamment l'élection de Jair Bolsonaro en 2018, a complexifié la situation, en raison de la position moins favorable de son administration à l'égard de certaines

conditions environnementales et sociales imposées par l'UE. Pour surmonter ces tensions, les autres pays du Mercosur, comme l'Uruguay et le Paraguay, ont joué un rôle clé en soutenant une position commune et en s'efforçant de maintenir une approche coordonnée au sein du bloc. Des garanties supplémentaires ont été apportées, notamment sur le respect des droits de l'homme et la protection des travailleurs.

QUELLES ATTENTES DE CET ACCORD POUR LE MERCOSUR ?

Pour le Mercosur, l'accord de libre-échange avec l'Union Européenne n'est pas seulement une occasion de renforcer son développement économique, mais également une étape stratégique majeure pour sa place dans l'économie mondiale et pour son rôle géopolitique. Depuis sa création, le Mercosur cherche à s'affirmer comme un bloc économique et politique influent, et cet accord avec l'UE représente un levier essentiel pour atteindre cet objectif. L'un des buts immédiats pour les pays du Mercosur est d'obtenir un accès au marché européen, un des plus grands marchés économiques au monde, avec une population disposant d'un pouvoir d'achat important et diversifié. L'UE, avec sa forte demande en produits industriels, agricoles et de consommation, offre une opportunité sans pareil pour les pays du Mercosur de diversifier leurs exportations.

L'un des grands enjeux pour le Mercosur réside dans la diversification de ses exportations. Actuellement, les exportations des pays du Mercosur sont largement dominées par les produits agricoles, notamment le soja, la viande, le sucre et le café. Ces exportations sont concentrées dans des secteurs vulnérables à des variations de prix mondiaux ou à des changements dans la demande internationale. Dans cette optique, l'accord avec l'Union Européenne permettrait de diversifier les secteurs d'exportation du Mercosur, en introduisant davantage de produits manufacturés, tels que des biens de consommation, des produits électroniques, et des équipements industriels, tout en augmentant la compétitivité des produits du Mercosur sur un marché européen plus vaste. Le développement de secteurs industriels et technologiques diversifiés dans ces pays pourrait permettre

une croissance économique plus équilibrée et moins dépendante des fluctuations du marché agricole mondial. Cet objectif va de pair avec l'idée d'améliorer les infrastructures locales pour soutenir l'expansion des secteurs manufacturiers.

Au-delà de l'aspect économique, cet accord représente pour le Mercosur une manière d'améliorer sa position géopolitique sur la scène internationale. En établissant une relation commerciale solide avec l'Union Européenne, le Mercosur cherche à s'affirmer comme un acteur économique majeur dans un monde de plus en plus multipolaire. Cette relation avec l'UE, qui est déjà un acteur clé sur les plans économiques et politiques mondiaux, permettrait au Mercosur de jouer un rôle de plus en plus central dans les forums internationaux. En diversifiant ses partenariats, le bloc sud-américain renforce son poids stratégique vis-à-vis de pays comme les États-Unis, qui exercent une influence importante dans la région, ou la Chine, qui a récemment intensifié son influence en Amérique Latine par le biais d'accords commerciaux et d'investissements massifs. Cet accord est aussi vu par les pays du Mercosur comme une opportunité de négocier de manière plus équilibrée avec d'autres grands blocs commerciaux. La signature d'un accord avec l'UE permet au Mercosur de se positionner de manière plus forte dans ses futures négociations commerciales avec d'autres partenaires, non seulement au sein de l'Amérique latine mais aussi à l'échelle mondiale. De plus, cet accord pourrait ouvrir la voie à un processus de réformes économiques internes, visant à moderniser les industries locales, à renforcer les normes de qualité et de durabilité, et à intégrer les pays du Mercosur dans les chaînes de valeur mondiales. Cette évolution pourrait avoir des retombées positives sur les secteurs économiques moins développés, en leur offrant des opportunités d'intégration dans des réseaux commerciaux plus complexes et plus rentables.

QUELLES ATTENTES DE CET ACCORD POUR L'UE ?

De son côté, l'Union Européenne aborde cet accord avec une vision stratégique orientée à la fois vers l'élargissement de ses opportunités

économiques et le renforcement de ses relations géopolitiques. Pour l'UE, l'accord avec le Mercosur est un moyen de diversifier ses marchés d'exportation, notamment dans une période où la concurrence mondiale s'intensifie. En effet, le marché du Mercosur, avec ses plus de 260 millions de consommateurs et son potentiel de croissance, représente une véritable opportunité pour les entreprises européennes. L'UE, étant une économie mature et largement orientée vers l'exportation, cherche à renforcer sa position dans un marché dynamique en forte croissance, en particulier dans des secteurs comme l'automobile, les produits pharmaceutiques, la haute technologie, ainsi que dans des services tels que les services financiers, l'énergie, et les infrastructures.

L'un des objectifs centraux de l'Union Européenne est l'accès au marché des services du Mercosur. En effet, l'UE possède un secteur des services particulièrement compétitif, et elle cherche à accroître son influence dans ce domaine en élargissant ses échanges commerciaux. Cela inclut des secteurs stratégiques comme les technologies de l'information, les services financiers, et les services liés à l'ingénierie et à l'innovation. De plus, les entreprises européennes, qui disposent déjà d'une forte expertise dans des domaines comme les infrastructures et l'énergie, espèrent trouver de nouvelles opportunités dans des marchés en pleine expansion. L'accès facilité aux marchés des pays du Mercosur permettrait à des entreprises européennes de pénétrer plus aisément ces nouveaux marchés tout en contribuant à la modernisation de leurs infrastructures locales.

L'accord avec le Mercosur répond également à une volonté de l'Union Européenne de renforcer ses liens commerciaux et stratégiques avec l'Amérique latine, une région où l'influence économique de l'UE a historiquement été sous-estimée au profit d'autres acteurs, notamment les États-Unis et la Chine. En développant des partenariats solides avec les pays du Mercosur, l'UE cherche à accroître son influence géopolitique en Amérique Latine et à s'imposer comme un acteur majeur de cette région en pleine croissance. Le partenariat avec le Mercosur permettrait de relancer l'attractivité de l'UE dans cette partie du monde, tout en renforçant ses

capacités à dialoguer sur des sujets mondiaux comme le changement climatique, la sécurité énergétique et les droits de l'homme.

L'intérêt secondaire de l'UE réside dans la promotion des normes environnementales et sociales. L'UE est un leader mondial dans la régulation des normes de durabilité, et elle souhaite que ses partenaires commerciaux, comme le Mercosur, adoptent des pratiques commerciales plus responsables et respectueuses de l'environnement. C'est pourquoi l'accord inclut des engagements fermes concernant la durabilité et la protection de l'environnement. L'UE souhaite également que cet accord serve de modèle pour de futures négociations commerciales, en mettant l'accent sur la compatibilité entre développement économique et respect des normes sociales et environnementales.

LES PRINCIPAUX ENJEUX ECONOMIQUES DE L'ACCORD

LES BENEFICES ECONOMIQUES ATTENDUS POUR LE MERCOSUR

L'accord de libre-échange entre le Mercosur et l'Union Européenne représente une opportunité stratégique majeure pour les pays du Mercosur, visant à stimuler leur croissance économique, renforcer leur compétitivité et dynamiser leur secteur exportateur. L'un des principaux bénéfices attendus pour les pays du Mercosur est l'accès préférentiel aux marchés européens, notamment grâce à la suppression progressive des tarifs douaniers sur une large gamme de produits. Cette libéralisation commerciale permettra aux pays du Mercosur de pénétrer l'un des plus grands marchés du monde, celui de l'Union Européenne, tout en réduisant les coûts d'exportation. L'accès préférentiel aux marchés européens signifie non seulement une diminution des obstacles commerciaux, mais aussi une augmentation de la visibilité des produits du Mercosur sur le marché européen, particulièrement dans les secteurs stratégiques.

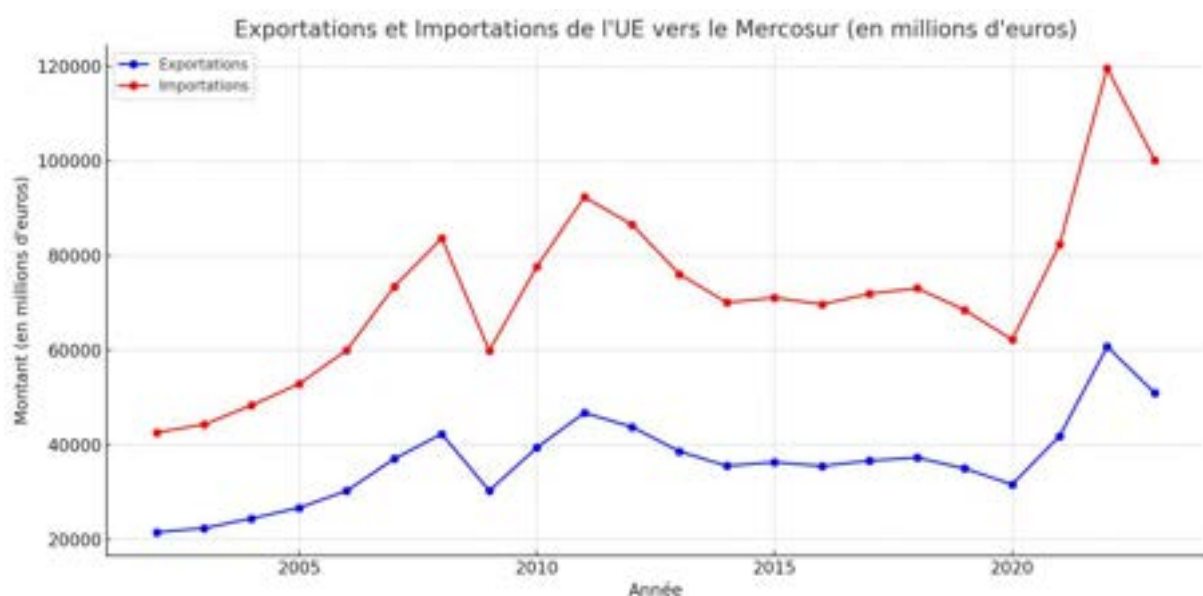


Figure 1 : Source des données : INSEE

L'agriculture, secteur clé et le plus médiatique de l'économie du Mercosur, devrait bénéficier de manière significative de cette libéralisation des échanges. Les exportations agricoles, telles que la viande, le soja, le sucre et le café, pourront accéder plus facilement au marché européen, un marché fortement régulé et protégé, mais dont l'accord ouvre désormais les portes de manière plus ouverte. Les produits alimentaires et les matières premières des pays du Mercosur, qui jusqu'alors étaient freinés par des droits de douane élevés, seront désormais compétitifs à l'échelle européenne. Cela représente une aubaine pour les pays du Mercosur, qui pourront accroître leur part de marché dans des secteurs agricoles d'importance stratégique. De plus, cette ouverture du marché européen favorisera également le développement du secteur agro-industriel, qui pourra accéder à de nouvelles technologies et à des partenariats avec des entreprises européennes dans des domaines liés à l'agriculture durable et à l'innovation technologique.

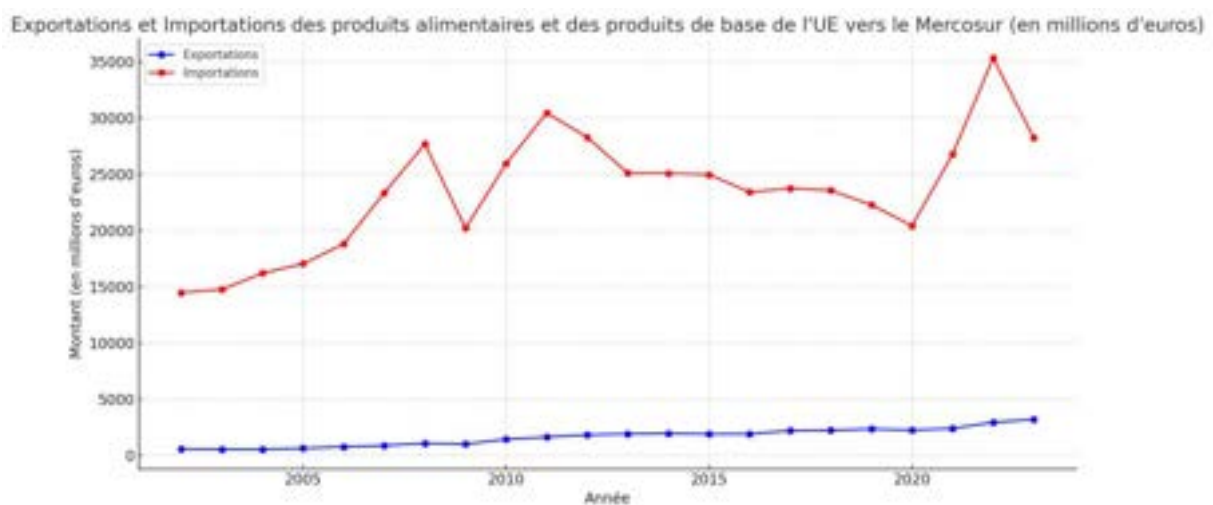


Figure 2 : Source des données : INSEE

Un autre secteur qui bénéficiera d'une augmentation des exportations est le secteur du textile, traditionnellement très présent dans plusieurs pays du Mercosur. Grâce à cet accord, les entreprises du Mercosur pourront exporter davantage de vêtements, de produits en cuir, et d'autres biens de consommation à des prix compétitifs, en raison de la réduction des droits de douane. En effet, le secteur textile représente une part significative des exportations dans des pays comme le Brésil, l'Argentine et le Paraguay, et une ouverture accrue aux marchés européens constituera un levier pour

augmenter la production et renforcer les capacités industrielles de cette filière. L'accès facilité au marché européen pourrait entraîner une modernisation de la chaîne de valeur du secteur textile, avec un accent particulier sur les exportations de haute qualité.



Figure 3 - Source des données : INSEE

L'accord de libre-échange avec l'Union Européenne permettra de renforcer cet aspect en offrant un accès préférentiel au marché européen pour de nombreux produits manufacturés, y compris des secteurs comme l'automobile, l'électronique et les produits de consommation. Les réductions tarifaires et la simplification des échanges permettront d'augmenter la compétitivité des entreprises du Mercosur dans le domaine manufacturier, en particulier pour les produits à forte valeur ajoutée. Le secteur automobile du Mercosur, qui représente également une part importante de son économie industrielle, sera l'un des principaux bénéficiaires de cet accord. La réduction des tarifs douaniers et l'accès privilégié au marché européen permettront aux pays du Mercosur, en particulier au Brésil et en Argentine, de développer davantage leurs capacités de production automobile et d'exporter plus facilement leurs véhicules et pièces détachées. Cela ouvrira également la voie à des investissements européens dans la production automobile au Mercosur, créant ainsi de nouveaux emplois et renforçant les capacités technologiques des entreprises locales. L'accès au marché

européen permettra également aux pays du Mercosur de mieux intégrer les chaînes de valeur mondiales et de se positionner plus efficacement dans l'industrie automobile, un secteur en constante évolution avec une forte demande pour des véhicules écologiques et des technologies de mobilité durable.

L'accord ouvre également de nouvelles opportunités pour attirer des investissements directs étrangers (IDE) en provenance de l'Europe. Les entreprises européennes, attirées par un marché élargi et des tarifs réduits, seront plus enclines à investir dans des secteurs stratégiques tels que les infrastructures, l'agroalimentaire, l'énergie renouvelable, et les technologies de l'information. Ces investissements contribueront à la modernisation des infrastructures du Mercosur, notamment dans les secteurs du transport, de l'énergie et des télécommunications. Ce renforcement des infrastructures stimulera la compétitivité des entreprises locales, facilitera la croissance industrielle et créera de nouveaux emplois. En outre, les investissements européens favoriseront le transfert de technologies de pointe, permettant au Mercosur de se positionner comme un acteur clé dans les secteurs émergents, comme les énergies renouvelables, et dans la numérisation de ses économies.

LES BENEFICES ATTENDUS POUR L'UNION EUROPEENNE

Pour l'Union Européenne, l'accord de libre-échange avec le Mercosur présente une série d'opportunités stratégiques qui vont au-delà de la simple réduction des barrières tarifaires. L'un des principaux avantages pour l'UE réside dans l'ouverture des marchés du Mercosur, notamment pour les produits industriels, les services et les technologies, des secteurs où les entreprises européennes ont un avantage comparatif significatif. La suppression des restrictions commerciales permettra aux entreprises européennes de pénétrer plus facilement un marché dynamique et en forte croissance, tout en créant de nouvelles opportunités pour les exportations européennes dans des secteurs où la demande est croissante, comme

l'automobile, les produits chimiques, les technologies avancées et les équipements industriels.

L'industrie européenne dans son ensemble bénéficiera de l'élargissement des marchés du Mercosur, notamment dans les secteurs de la fabrication de machines, de l'énergie et des matériaux de construction. Grâce à la libéralisation commerciale, les entreprises de l'UE pourront accroître leur part de marché dans ces secteurs en fournissant des produits de haute qualité tout en optimisant leur compétitivité grâce à la réduction des coûts d'exportation. En particulier, l'industrie automobile européenne, avec des entreprises de renom comme Volkswagen, BMW et Renault, pourra exploiter de nouveaux débouchés dans les pays du Mercosur, où la demande pour des véhicules, des composants et des technologies de mobilité est en constante augmentation.

Le secteur des services européens, comprenant la finance, l'architecture, le droit, et les services informatiques, verra également des avantages majeurs de cet accord. L'ouverture du marché du Mercosur permettra aux entreprises européennes d'offrir des services dans ces domaines aux entreprises et gouvernements du Mercosur. En effet, la libéralisation des secteurs des services permettra aux entreprises européennes de développer des partenariats et des alliances stratégiques avec des entreprises locales, d'étendre leurs activités et de diversifier leurs offres dans un marché en pleine croissance.

En outre, l'accord ouvrira de nouvelles opportunités pour les entreprises européennes dans des secteurs hautement technologiques, tels que l'énergie, l'automobile et la haute technologie. Les entreprises européennes, notamment dans les secteurs des énergies renouvelables et des technologies de l'information, pourront bénéficier de la demande croissante pour des solutions écologiques et des infrastructures numériques avancées dans les pays du Mercosur. Cet accord permettra à l'UE de développer des projets communs, d'accéder à de nouvelles sources d'approvisionnement et d'exporter des technologies de pointe. Dans le secteur de l'automobile, par exemple, les entreprises européennes pourront tirer parti de la forte

demande de véhicules à faibles émissions et de technologies de mobilité verte dans le Mercosur, tout en consolidant leur présence dans un marché stratégique.

SIMULATION DES IMPACTS ECONOMIQUES DE L'ACCORD

L'objectif est de comprendre et de modéliser l'impact de la réduction des droits de douane (en réponse à l'accord de libre-échange) sur les exportations et sur l'emploi dans trois secteurs : Agriculture, Industrie, et Services. Le modèle est fondé sur l'hypothèse que les exportations de chaque secteur dépendent du PIB de la région concernée (Mercosur et UE) et que les variations des exportations ont un impact direct sur l'emploi. Pour prendre en compte toute incertitude dans un modèle simulatif nous adapterons la simulation avec trois scénarii distincts. Il est à noter que dans cette simulation nous supprimons le Venezuela, actuellement suspendu du Mercosur.

Ainsi pour modéliser ces variations, nous utiliserons les variables de PIB suivantes :

$GDP_{Mercosur}^0$ = PIB global initial de tous les pays composants le Mercosur

GDP_{UE}^0 = PIB global initial de tous les pays composants l'UE

A ces valeurs du PIB nous y rajoutons le coefficient d'exportation, pour chaque secteur i se note $Coeff.d'exportation_i$ ainsi que le coefficient d'emploi qui pour chaque secteur i se note $Coeff.d'emploi_i$. Le taux de réduction des droits de douanes sera quant à lui noté t .

La croissance économique est modélisée à l'aide de distributions normales pour chaque région, pour refléter l'incertitude économique. Les taux de croissance pour le Mercosur et l'UE sont respectivement notés $r_{Mercosur}$ et r_{UE} . Ces taux seront simulés pour chaque scénario. Ainsi :

$$r_{Mercosur} \sim \mathcal{N}(\mu_{Mercosur}, \sigma_{Mercosur})$$

$$r_{UE} \sim \mathcal{N}(\mu_{UE}, \sigma_{UE})$$

Le PIB simulé pour chaque région à chaque itération de Monte Carlo est donc donné par :

$$GDP_{Mercosur} = GDP_{Mercosur}^0 \cdot (1 + r_{Mercosur})$$

$$GDP_{UE} = GDP_{UE}^0 \cdot (1 + r_{UE})$$

Pour mesurer la variation des exportations pour chaque secteur i affectés par la réduction des droits de douane t , la variation ΔX_i est calculée comme suit :

$$\Delta X_i = X_i^0 \cdot (1 - t) \cdot Coeff.d'exportation_i$$

L'impact sur l'emploi (ΔE_i) est quant à lui calculé tel que :

$$\Delta E_i = \Delta X_i \cdot Coeff.d'emploi_i$$

Ainsi l'impact total sera :

$$\Delta E_i = X_i^0 \cdot (1 - t) \cdot Coeff.d'exportation_i \cdot Coeff.d'emploi_i$$

Notre modèle doit maintenant s'adapter à l'incertitude en créant trois scénarii différents. Le premier scénario, celui de la *croissance optimiste*, suppose que les deux régions, l'UE et le Mercosur, connaissent des taux de croissance relativement élevés. En raison de cette dynamique positive, on s'attend à une augmentation significative des exportations et, par conséquent, des emplois dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et des services. Ce scénario reflète une situation où l'accord stimule fortement les échanges commerciaux, entraînant une croissance robuste dans tous les secteurs économiques. Le second scénario, celui de la *stagnation*, envisage une situation où les taux de croissance économiques sont faibles, à la fois pour l'UE et le Mercosur. Ce scénario pourrait représenter un contexte économique difficile, où les effets de l'accord de libre-échange ne parviennent pas à stimuler de manière significative les exportations ni l'emploi. Le dernier scénario, celui de la *réduction tarifaire*, assume que les réductions tarifaires prévues dans l'accord ne se produisent pas dans leur totalité, ou que les réductions sont limitées en raison de contraintes

politiques ou économiques. Cela pourrait refléter une situation dans laquelle des compromis ont été nécessaires pour conclure l'accord, notamment à cause de tensions sociales, entraînant une ouverture commerciale moins importante que prévu.

En complément de la distribution de la simulation nous devons désormais calculer les moyennes et écarts types pour chaque secteur i :

$$\bar{E}_i = \frac{1}{N} \sum_{n=1}^N \Delta E_{i,n}$$

$$\sigma_i = \sqrt{\frac{1}{N} \sum_{n=1}^N (\Delta E_{i,n} - \bar{E}_i)^2}$$

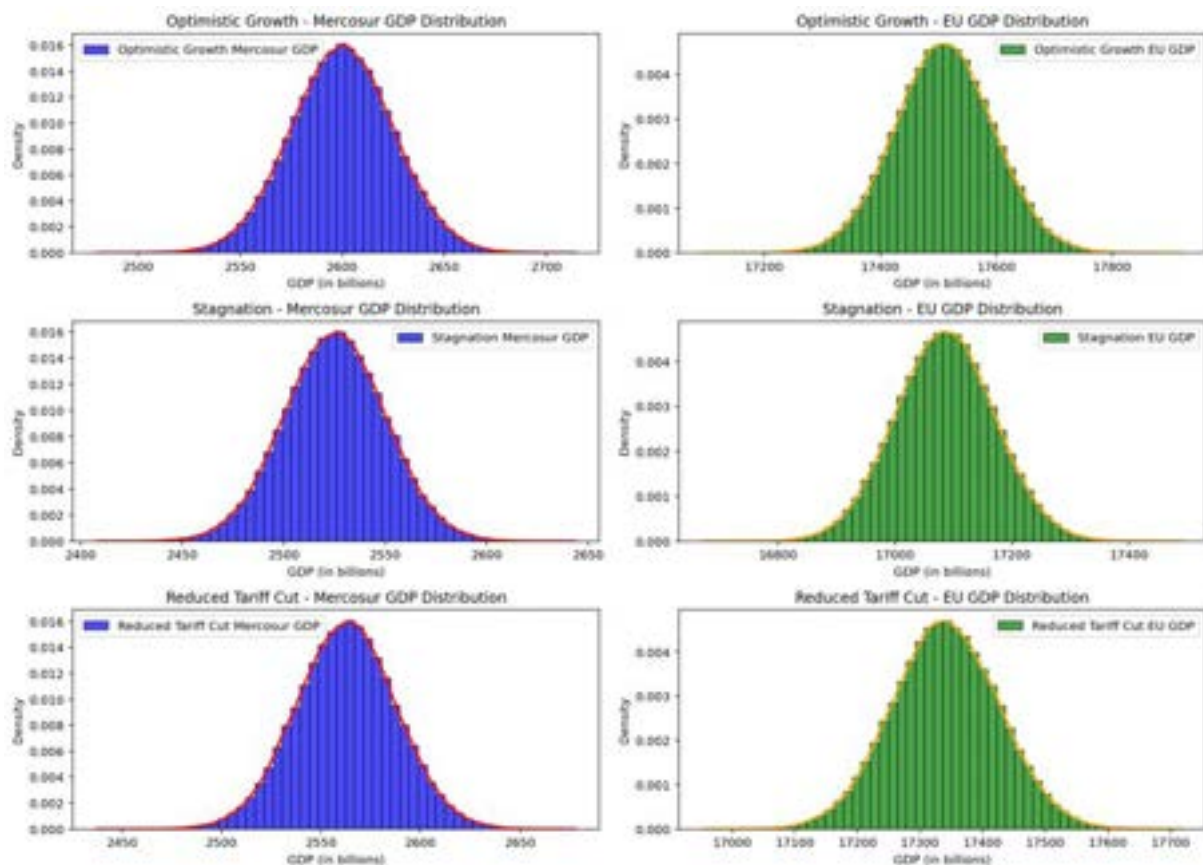


Figure 4 : Source : Calculs de l'auteur

2600 milliards d'euros, avec un écart-type de 75 milliards d'euros, ce qui suggère une croissance forte mais aussi une variabilité importante dans les résultats, indiquant que l'accord de libre-échange génère des effets variés. Pour l'UE, la moyenne du PIB est de 17 550 milliards d'euros, avec un écart-type de 50 milliards d'euros. Bien que l'UE bénéficie également de l'accord, la variabilité de son PIB est plus faible, ce qui reflète une économie plus stable et une réponse moins erratique aux changements économiques. Le scénario de stagnation montre une situation économique où les deux régions connaissent une croissance beaucoup plus faible. Le PIB du Mercosur, dans ce cas, a une moyenne de 2550 milliards d'euros et un écart-type de 60 milliards d'euros. Cela indique que, bien que l'accord ait un impact positif, la faible croissance ralentit les effets de l'accord, avec des résultats plus concentrés autour de la moyenne. Pour l'UE, la moyenne du PIB est de 17 150 milliards d'euros, avec un écart-type de 70 milliards d'euros, ce qui montre également une réponse plus stable à la stagnation, bien que l'effet global soit moins marqué comparé au scénario optimiste. Enfin, le scénario de réduction de la réduction tarifaire, où les réductions tarifaires ne sont pas aussi importantes qu'initialement prévues, montre une moyenne du PIB du Mercosur de 2575 milliards d'euros, avec un écart-type de 80 milliards d'euros. Ce scénario génère un impact positif, mais avec une plus grande dispersion des résultats, suggérant que les bénéfices pour le Mercosur sont plus variables selon les secteurs. Pour l'UE, le PIB moyen est de 17 200 milliards d'euros, avec un écart-type de 65 milliards d'euros, reflétant une légère amélioration par rapport à la stagnation, mais toujours limitée par les réductions tarifaires moins importantes. Il est cependant important de prendre en compte que cela concerne l'impact de l'accord sur le PIB et non pas la variation réelle de celui-ci pouvant être liée à une infinité de sujets.

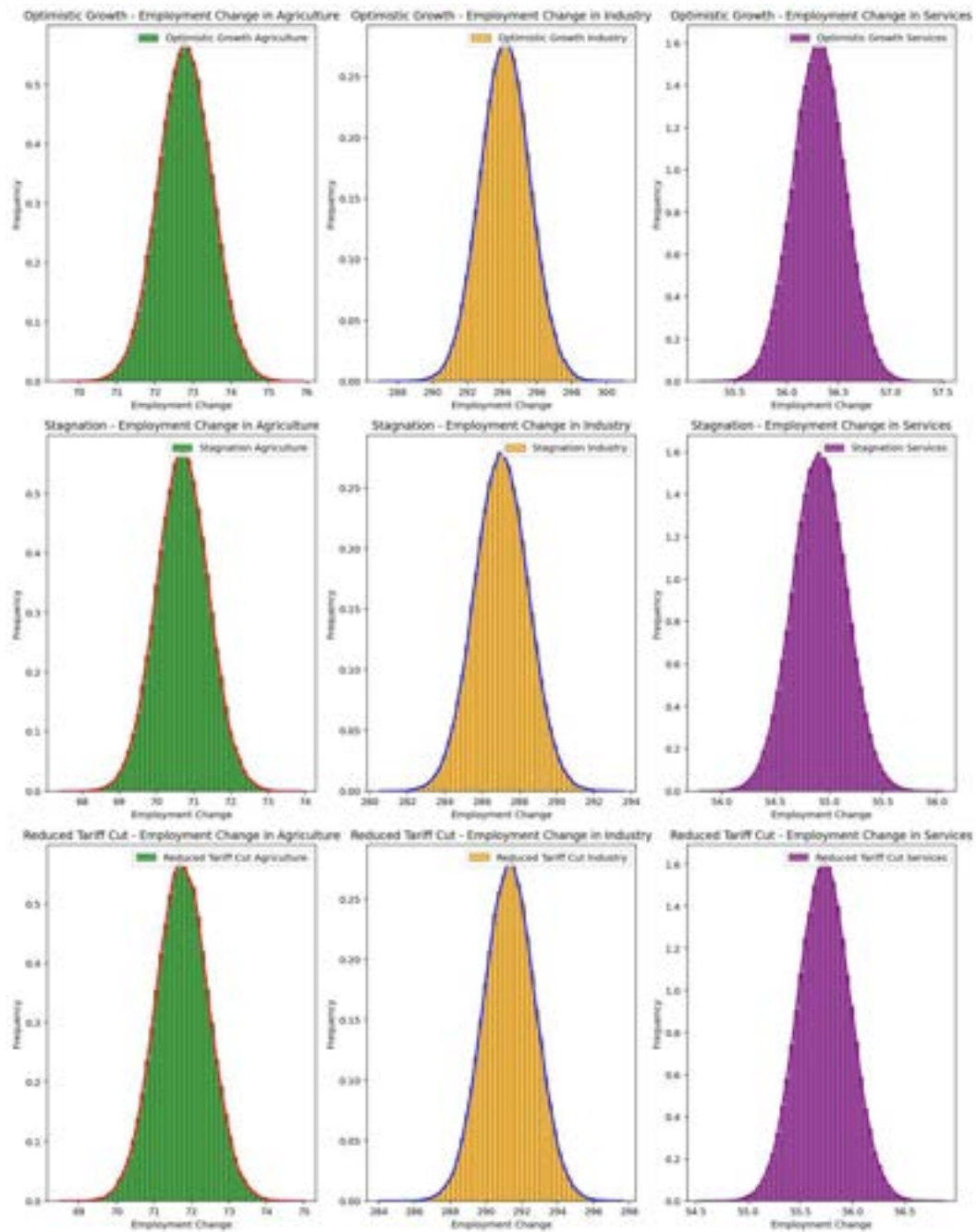


Figure 5- Source : Calculs de l'auteur

	<i>Optimistic Growth</i>	<i>Stagnation</i>	<i>Reduced Tariff Cut</i>
Agriculture Mean	72,80267	70,7022	71,74943
Agriculture Std Dev	0,698558	0,69749	0,698367
Industry Mean	294,1691	287,0257	291,3112
Industry Std Dev	1,428879	1,42835	1,43188
Services Mean	56,30845	54,90784	55,72681
Services Std Dev	0,248019	0,247852	0,248837

Le tableau ci-dessus récapitule les résultats sous forme de moyennes et d'écart types pour les trois secteurs. Ces valeurs permettent d'interpréter les changements d'emploi de manière plus précise en donnant une idée de la tendance centrale et de la variabilité des résultats obtenus. Par exemple, dans le secteur de l'agriculture, le scénario de croissance optimiste entraîne une moyenne de 72.8 emplois supplémentaires, avec un écart-type de 0.698. Cela suggère une croissance substantielle du nombre d'emplois, avec une faible dispersion autour de cette valeur. En revanche, le scénario de stagnation entraîne une légère baisse de la moyenne à 70.7 emplois, bien que la dispersion des résultats (indiquée par l'écart-type) reste similaire. Dans le secteur de l'industrie, le scénario de croissance optimiste génère également la plus grande augmentation des emplois, avec une moyenne de 294.17, suivie de près par le scénario de réduction modérée des tarifs (291.31). La stagnation en revanche reste bien en dessous avec une moyenne de 287.03, ce qui indique une moindre dynamique d'emploi. Pour les services, la moyenne est plus faible, mais suit la même tendance générale : croissance optimiste et réduction tarifaire modérée favorisent un meilleur développement des emplois, tandis que la stagnation présente les résultats les moins favorables. A noter ici que les emplois créés ne sont pas ciblés, c'est-à-dire que le modèle ne prévoit pas si ceux-ci seront favorable aux pays du Mercosur ou à l'UE, pour chaque secteur nous pouvons cependant prédire au regard des chiffres existants que les emplois seront plutôt favorables au Mercosur. De plus, comme pour la simulation du PIB, le solde ici présenté ne prend en compte que l'accord de libre-échange sans autre facteur économique et correspond à un solde net, c'est-à-dire retranché des pertes d'emplois potentielles.

Nous pouvons maintenant simuler les potentiels variations pour les importations et exportations. Tout d'abord nous simulerons les totaux d'importations et d'exportations avant de faire un grossissement sur les produits de base et issus de l'agriculture. Nous repartons aussi des données présentées en début de partie II.

Pour projeter les exportation (E) et les importation (I) futures nous formalisons les équations comme :

$$E_{t+k} = E_t \cdot (1 + g)^k \cdot (1 - \tau)^k$$

$$I_{t+k} = I_t \cdot (1 + g)^k \cdot (1 - \tau)^k$$

Avec τ comme réduction des tarifs et g le taux de croissance prévu. Dans cette simulation nous respecterons les scenarii évoqués précédemment.

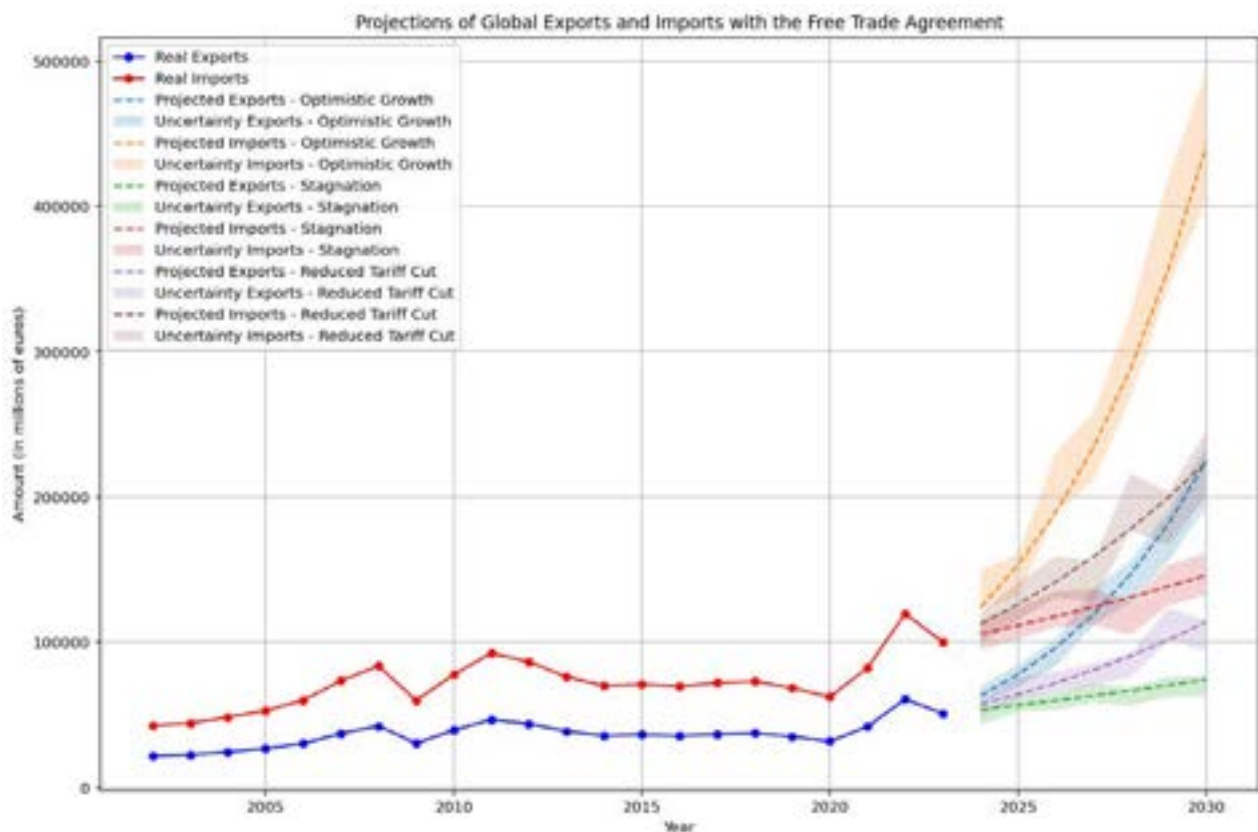


Figure 6 - Source : Calculs de l'auteur

Les projections futures, qui couvrent la période 2024-2030, sont présentées sous forme de courbes pointillées. Le scénario de croissance optimiste, symbolisé par des lignes pointillées bleues, montre une forte augmentation des exportations et des importations, ce qui suggère un impact substantiel de l'accord de libre-échange sur les échanges commerciaux entre l'UE et le Mercosur, avec une croissance économique de 3 % par an et une réduction des tarifs douaniers de 20 %. En revanche, le scénario de stagnation, illustré par des lignes pointillées vertes, indique une faible croissance des échanges commerciaux, avec une augmentation modeste des exportations et des

importations. Ce scénario suppose une croissance économique faible de 0.5 % par an et une réduction tarifaire modeste de 5 %. Enfin, le scénario de réduction de la réduction tarifaire, représenté par des lignes pointillées oranges, présente une évolution intermédiaire, où les exportations et importations augmentent de manière plus modérée que dans le scénario optimiste, mais restent supérieures à celles du scénario de stagnation. Ce scénario suppose une croissance de 2 % par an et une réduction tarifaire de 10 %.

Désormais nous pouvons concentrer la simulation sur les produits issus de l'agriculture, actuellement les plus soumis à controverses.

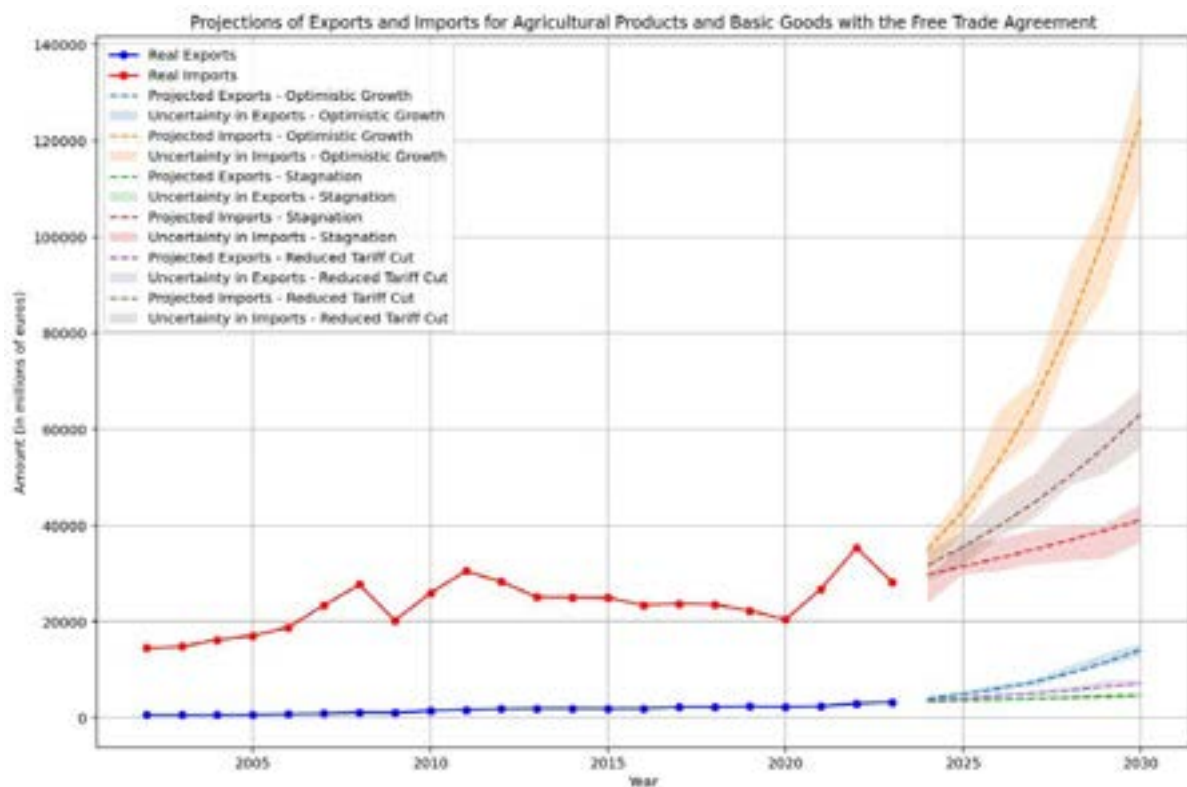


Figure 7 - Source : Calculs de l'auteur

Le scénario de croissance optimiste, symbolisé par des lignes pointillées bleues pour les exportations et oranges pour les importations, suggère un fort impact de l'accord sur les exportations du Mercosur vers l'UE. En effet, ce scénario indique que les exportations de produits alimentaires et de base en provenance du Mercosur vers l'UE connaîtront une hausse significative, résultant principalement de l'assouplissement des barrières tarifaires et de

l'augmentation de la compétitivité des produits agricoles et des matières premières du Mercosur. En revanche, les exportations de l'UE vers le Mercosur, bien qu'en augmentation, progressent moins rapidement dans ce scénario, ce qui suggère que l'accord favorisera davantage les exportations en provenance du Mercosur que celles en direction de l'UE. Cette asymétrie est particulièrement marquée dans les secteurs des produits agricoles et des matières premières, où le Mercosur détient un avantage comparatif. Le scénario de stagnation, représenté par des lignes pointillées vertes, montre des projections plus modérées dans la croissance des exportations et des importations, mais l'écart entre l'impact sur le Mercosur et l'UE reste significatif. Bien que la croissance économique soit faible, les exportations du Mercosur bénéficient toujours d'un léger avantage par rapport aux exportations de l'UE, soulignant la position favorable du Mercosur sur les produits alimentaires et de base dans cet accord. Le scénario de réduction de la réduction tarifaire, illustré par des lignes pointillées oranges, présente une situation où les effets sont plus équilibrés, bien que le Mercosur bénéficie toujours d'une position plus favorable en raison des réductions tarifaires substantielles sur ses produits alimentaires et de base. En ce scénario, les exportations de l'UE progressent également, mais de manière plus modérée que celles du Mercosur, bien que l'accord n'ait pas l'ampleur de celui du scénario optimiste.

L'accord de libre-échange entre l'UE et le Mercosur aura des implications significatives pour les produits alimentaires et les produits de base. Pour le Mercosur, cet accord sera largement favorable, en particulier pour ses secteurs agricoles et de matières premières, comme le soja, le sucre, la viande, et les produits alimentaires. La réduction des tarifs douaniers permettra au Mercosur d'accroître ses exportations vers l'UE, où il a un avantage comparatif en termes de coûts de production. Les projections montrent une forte augmentation des exportations du Mercosur, qui seront soutenues par une réduction des coûts tarifaires et une demande croissante pour les produits agricoles et les matières premières. En revanche, pour l'UE, les projections montrent que les bénéfices seront plus limités, en particulier dans les secteurs des produits alimentaires et de base. Bien que l'accord

puisse ouvrir certains marchés au Mercosur et accroître les exportations dans certains secteurs, les produits alimentaires et de base européens auront une compétitivité réduite en raison des barrières tarifaires moins importantes pour les produits en provenance du Mercosur.

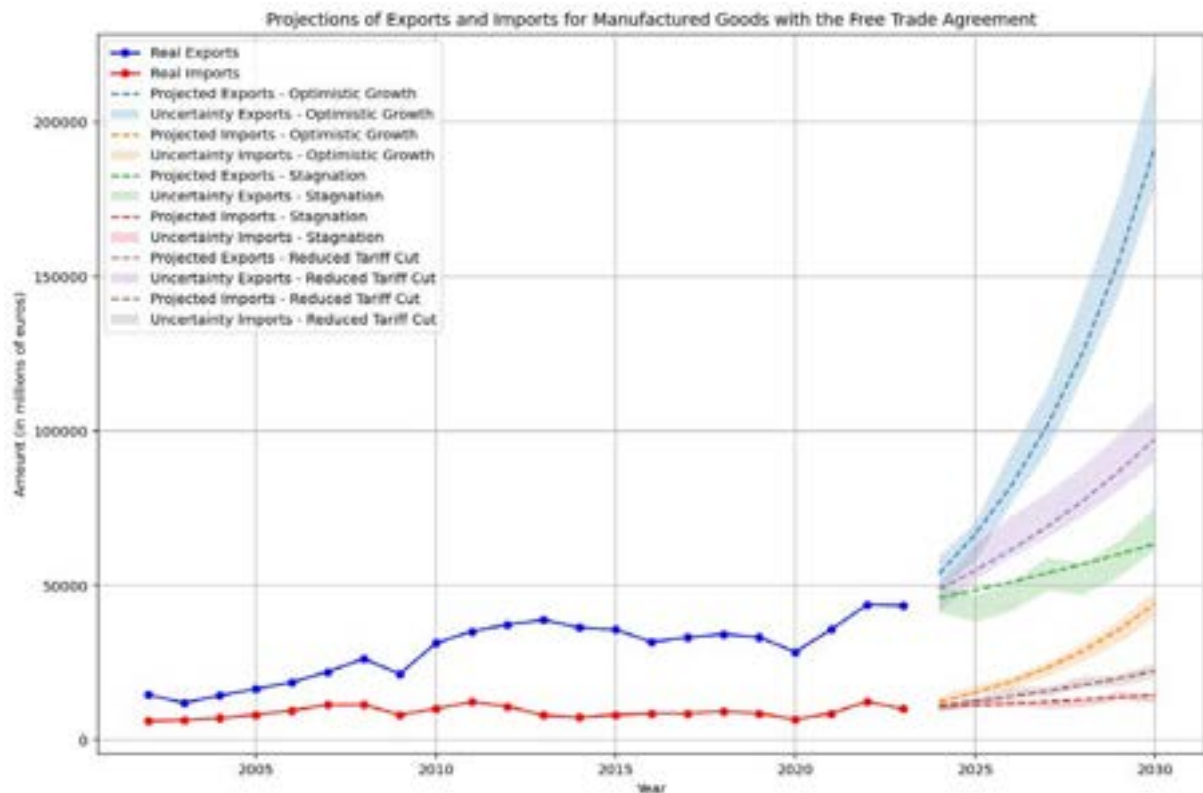


Figure 8 - Source : Calcul de l'auteur

Les projections montrent que l'accord de libre-échange, en particulier dans le scénario optimiste, pourrait transformer les relations commerciales entre l'UE et le Mercosur, en stimulant considérablement les exportations, notamment dans le secteur manufacturier. Cette dynamique serait bénéfique pour le Mercosur, qui pourrait se positionner plus favorablement pour répondre à la demande accrue de produits manufacturés européens, tout en continuant à exporter ses propres produits vers l'UE. Ici, en revanche, les scénarios de stagnation et de réduction des tarifs modérée indiquent que bien que l'accord entraîne une amélioration des échanges commerciaux, les effets sont moins marqués. Dans ces scénarios, les opportunités restent limitées, notamment pour les entreprises du Mercosur, qui pourraient ne pas bénéficier de la même croissance rapide dans leurs exportations.

LES ENJEUX POLITIQUES ET GEOPOLITIQUES

L'accord de libre-échange entre l'Union Européenne (UE) et le Mercosur s'inscrit dans une stratégie géopolitique plus vaste visant à renforcer l'influence européenne en Amérique du Sud, tout en consolidant ses engagements envers des normes sociales et environnementales élevées. Cet accord, qui a mis en place un cadre commercial privilégié entre les deux régions, n'est pas seulement une initiative économique, mais également une réponse stratégique aux dynamiques de pouvoir mondiales en constante évolution, notamment face à l'influence croissante de la Chine et des États-Unis.

L'ACCORD DANS LE CADRE DE LA STRATEGIE GEOPOLITIQUE DE L'UE

Dans un contexte géopolitique où les rivalités mondiales sont de plus en plus marquées, l'UE cherche à renforcer sa présence et son influence en Amérique du Sud, une région dotée d'une grande importance stratégique en raison de ses ressources naturelles, de son potentiel économique et de sa position géographique. L'accord avec le Mercosur s'inscrit dans cette logique, permettant à l'UE d'étendre ses relations économiques avec un bloc économique d'une grande diversité et d'une importance croissante mais aussi proche de puissances concurrentes.

L'un des principaux défis auxquels l'UE est confrontée aujourd'hui est l'ascension rapide de la Chine, qui, par l'intermédiaire de la Belt and Road Initiative (BRI), a entrepris des investissements massifs dans des infrastructures en Amérique du Sud. Ces investissements visent à établir des liens commerciaux et des partenariats à long terme, tout en facilitant l'exportation des produits chinois vers la région. De plus, la Chine joue un

rôle de plus en plus déterminant dans la politique régionale, notamment par ses partenariats stratégiques avec des pays comme le Brésil et l'Argentine. Cet accord avec le Mercosur constitue donc une réponse directe à l'expansion de l'influence chinoise, en permettant à l'UE de garantir un accès préférentiel au marché sud-américain, consolidant ainsi sa position en tant qu'acteur clé sur la scène économique mondiale. L'importance croissante des BRICS sur la scène internationale fait aussi craindre un tournant idéologique du Brésil et de ses positions en faveur de l'axe Russie – Chine se renforçant d'année en année.

En parallèle, les États-Unis, traditionnellement influents en Amérique du Sud grâce à la proximité géographique, jouent également un rôle prépondérant dans les relations économiques et politiques de la région. Cependant, la politique américaine actuelle, marquée par un certain isolationnisme économique – risquant d'être renforcé avec l'élection récente de Donald Trump - et une volonté de privilégier les relations bilatérales crée un espace pour l'UE afin de renforcer ses propres liens commerciaux et géopolitiques avec l'Amérique du Sud. Par l'accord de libre-échange, l'UE cherche non seulement à diversifier ses partenaires commerciaux, mais aussi à offrir une alternative aux partenariats dominés par d'autres puissances. En outre, cette relation stratégique permet à l'UE de promouvoir ses intérêts économiques tout en consolidant son poids diplomatique et son rôle de leadership dans la gouvernance mondiale.

L'UE est depuis longtemps un modèle en matière de durabilité, de gouvernance mondiale et de régulation environnementale. L'un des objectifs clés de l'accord avec le Mercosur est de promouvoir des normes sociales et environnementales communes, un domaine où l'UE s'efforce de maintenir un rôle de leadership mondial. La question environnementale, en particulier, est devenue un enjeu central dans le cadre des négociations commerciales internationales, avec un accent croissant sur la réduction de l'empreinte écologique des échanges commerciaux. Dans ce contexte, l'accord avec le Mercosur vise à intégrer des engagements spécifiques pour protéger l'environnement, en particulier en ce qui concerne la déforestation

en Amazonie, l'agriculture durable, et les normes de gestion des ressources naturelles.

L'UE a insisté pour que l'accord inclue des engagements sur la durabilité, en particulier dans le secteur agricole, où l'exploitation excessive des ressources naturelles est un problème récurrent dans plusieurs pays du Mercosur. Les engagements de la région concernant la gestion des forêts tropicales et la réduction de la déforestation sont ainsi devenus des points essentiels de la négociation. Ces normes environnementales sont non seulement un moyen de limiter les impacts négatifs du commerce, mais aussi de promouvoir une nouvelle forme de gouvernance mondiale qui repose sur des principes de durabilité.

En outre, l'UE a œuvré pour intégrer des engagements sur les droits sociaux et du travail, visant à améliorer les conditions de travail dans les pays du Mercosur. L'intégration de ces critères sociaux dans l'accord est essentielle pour assurer que la croissance économique générée par l'accord de libre-échange se traduise par des bénéfices durables et équitables pour les populations locales et ne serve pas uniquement des principes financiers. L'Europe, à travers cet accord, cherche à promouvoir un modèle de commerce fondé sur le respect des normes sociales, la protection des travailleurs et la réduction des inégalités, en particulier dans les secteurs les plus vulnérables de l'économie du Mercosur, tels que l'agriculture. Cette approche globale permet à l'UE de ne pas seulement viser des gains économiques immédiats, mais de structurer les relations commerciales de manière à promouvoir un développement économique durable et respectueux des normes internationales.

LES TENSIONS POLITIQUES INTERNES AU MERCOSUR ET LEUR IMPACT SUR L'ACCORD

Depuis sa création, le bloc du Mercosur a connu plusieurs vagues de changement idéologique au sein de ses membres ce qui a de fait engendré des tensions politiques et économiques. La gestion du Mercosur a souvent

été marquée par des divergences concernant des politiques économiques et commerciales, mais aussi en matière de valeurs politiques et sociales.

Le cas le plus frappant concerne la relation entre le Brésil et l'Argentine, deux des membres les plus influents du bloc. Les divergences idéologiques entre ces deux pays ont souvent créé des blocages dans le processus de prise de décision. Sous la présidence de Jair Bolsonaro au Brésil, des tensions ont surgi en raison de son approche moins favorable aux engagements environnementaux et sociaux, contrairement à l'Argentine, qui, sous la présidence d'Alberto Fernández, a privilégié une politique de développement durable et de respect des normes internationales. Ce décalage idéologique a alimenté les désaccords concernant la mise en œuvre des engagements environnementaux du Mercosur, en particulier dans le cadre de l'accord avec l'Union Européenne, qui a insisté sur la protection de l'environnement et la lutte contre la déforestation en Amazonie.

De plus, la situation politique du Venezuela a ajouté une couche supplémentaire de complexité à la gestion interne du Mercosur. En 2016, le Venezuela a été suspendu du Mercosur en raison de son non-respect des principes démocratiques de l'organisation après l'émergence d'une grave crise politique et économique dans le pays. La suspension du Venezuela a exacerbé les tensions au sein du bloc, notamment entre les pays favorables à la réintégration du Venezuela, comme l'Argentine – post Milei-, et ceux soutenant sa suspension, comme le Brésil. Cette situation a ralenti la capacité du Mercosur à prendre des décisions communes sur des enjeux cruciaux, y compris la mise en œuvre de l'accord avec l'Union Européenne.

LA RECIPROCITE ET LA SOUVERAINETE NATIONALE : LES DEFIS POLITIQUES

L'accord de libre-échange avec l'UE impose des concessions en termes de souveraineté économique pour les pays du Mercosur. En effet, pour libéraliser le commerce et faciliter les échanges, chaque pays doit accepter la réduction ou la suppression de certaines barrières douanières, qu'elles

soient tarifaires ou non tarifaires, ce qui limite leur pouvoir de contrôle sur les flux commerciaux. Ces changements sont particulièrement sensibles dans des secteurs économiques cruciaux, comme l'agriculture, où des protections tarifaires existantes sont souvent essentielles pour soutenir les petits producteurs face à la concurrence internationale. Par exemple, la réduction des droits de douane sur les produits agricoles en provenance de l'UE pourrait désavantager les agriculteurs locaux qui bénéficient actuellement de protections, notamment dans des domaines tels que la viande, le sucre et le soja. En conséquence, certains secteurs pourraient voir leurs parts de marché diminuer, ce qui entraînerait des pertes d'emplois et des impacts négatifs sur les économies locales. Pour les pays du Mercosur, ce compromis constitue un défi majeur en matière de souveraineté économique, car il s'agit de renoncer à certaines protections internes au profit de l'intégration dans une économie mondiale plus compétitive.

De plus, l'accord impose la mise en place de normes communes entre l'UE et le Mercosur. Ces normes, qui concernent les domaines environnementaux, sociaux et commerciaux, impliquent que les pays du Mercosur ajustent leurs législations pour se conformer aux standards européens. Cela pourrait entraîner une révision de plusieurs réglementations internes, notamment en matière de droit du travail, de sécurité alimentaire et de gestion des ressources naturelles. Par exemple, les exigences européennes sur la déforestation en Amazonie ou sur les pratiques agricoles durables pourraient contraindre certains pays du Mercosur à réformer leurs politiques agricoles, qui sont traditionnellement moins strictes en matière de protection de l'environnement. Ainsi, les gouvernements locaux devront jongler entre leurs engagements internationaux et leurs priorités internes, ce qui pourrait provoquer des tensions politiques et sociales. Les mouvements sociaux, en particulier dans les secteurs de l'agriculture et des travailleurs, risquent de s'opposer aux réformes jugées trop contraignantes ou incompatibles avec les réalités économiques locales.

La différence idéologique marquée entre les gouvernements du Brésil sous Luiz Inácio Lula da Silva et de l'Argentine sous Javier Milei illustre bien cette

réalité. D'un côté, Lula, réélu en 2022, incarne une vision de gauche fondée sur l'inclusion sociale, la protection de l'environnement et une gouvernance plus interventionniste de l'économie. De l'autre, Milei, élu président de l'Argentine en 2023, défend des politiques libérales qui mettent l'accent sur la dérégulation, la réduction des subventions publiques et l'ouverture des marchés. Cette dualité idéologique crée des tensions au sein du Mercosur. Lula, fidèle à ses engagements environnementaux, souhaite que le Mercosur prenne des mesures plus fermes concernant la déforestation et les normes environnementales, tandis que Milei, avec son approche plus libérale, privilégie une croissance rapide par la réduction des obstacles réglementaires, ce qui pourrait entrer en conflit avec les préoccupations écologiques de Lula. En pratique, ces divergences créent des blocages lorsqu'il s'agit de coordonner des politiques communes, en particulier celles liées à la gestion des ressources naturelles, aux normes de production et aux engagements environnementaux. La coopération au sein du Mercosur devient ainsi plus difficile à atteindre, car chaque pays, selon sa propre vision économique et politique, cherche à préserver ses intérêts nationaux tout en naviguant dans un cadre régional de plus en plus complexe.

En Europe, l'accord de libre-échange entre l'UE et le Mercosur n'est pas accueilli sans réserve. D'un point de vue économique, l'UE espère tirer parti de l'accord en élargissant ses exportations et en réduisant les barrières tarifaires. Toutefois, les préoccupations sociales, notamment en ce qui concerne l'impact sur l'emploi et la compétitivité des industries européennes, ont alimenté une opposition croissante parmi les syndicats et les groupes de défense des travailleurs. Les secteurs agricoles, en particulier, craignent que l'ouverture des marchés ne conduise à une pression accrue sur les prix et à des pertes d'emplois, notamment dans les industries sensibles comme les produits laitiers et la viande. Au-delà de la question de l'emploi, c'est aussi l'impact environnemental qui alimente les tensions sociales de notre côté de l'Atlantique. L'UE, dans son souci de protéger ses normes écologiques, a demandé au Mercosur de mettre en place des mécanismes stricts pour lutter contre la déforestation, en particulier en Amazonie. Cependant, la question de savoir si ces exigences seront

effectivement respectées par les pays du Mercosur reste un point de friction majeur. En France, en Allemagne et dans d'autres pays européens, des mouvements sociaux ont mis en avant ces préoccupations, accusant l'accord de ne pas être compatible avec les ambitions climatiques de l'UE. Les activistes environnementaux affirment que l'accord pourrait nuire à la lutte contre le changement climatique si les engagements du Mercosur ne sont pas pleinement respectés, ce qui a alimenté les débats publics et la résistance à la ratification de l'accord.

Cependant, l'accord de libre-échange avec le Mercosur n'a pas seulement provoqué des discussions au sein des pays du bloc sud-américain, mais a également exacerbé des tensions internes à l'UE. Les intérêts des États membres sont loin d'être homogènes, en particulier entre la France et l'Allemagne. La France, en tant que principal défenseur des normes agricoles et sociales au sein de l'UE a exprimé des préoccupations quant à l'impact potentiel de l'accord sur l'agriculture européenne, particulièrement en ce qui concerne la viande et les produits laitiers. Le secteur agricole français, qui bénéficie de subventions importantes et de protections tarifaires, pourrait être particulièrement vulnérable face à l'afflux de produits du Mercosur, souvent produits à des coûts inférieurs en raison de réglementations moins strictes. L'Allemagne, de son côté, a une vision plus favorable à la libéralisation des échanges, estimant que l'ouverture du marché du Mercosur représente une occasion de renforcer la compétitivité de ses industries, notamment dans les secteurs de la haute technologie et de l'automobile. Les divergences entre ces deux puissances économiques européennes ont entraîné des blocages dans les négociations, chaque pays cherchant à préserver ses propres intérêts économiques tout en respectant les engagements pris dans le cadre de l'accord.

Par **Hugo Spring-Ragain**, Expert des questions économiques pour Le Millénaire

Crédit photo : [Drapeau de l'Union européenne](#), [MPhotographe](#), via Flickr, sous licence CC BY-NC-ND 2.0.



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il est composé d'une centaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Secrétaire générale : Marion PARISSET

Vice-présidents: Gilles BÖSINGER et Olivier BODO

Directeur des études : Clement PERRIN

Directeurs adjoints des études: Pierre CLAIRE et Matthieu HOCQUE

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



***Mentions légales :** L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.*